

Gambie/Diplomatie

Des présidents africains à Banjul pressent Yahya Jammeh de quitter le pouvoir

AFP
Banjul/Gambie

Une mission de la "dernière chance" qui, en cas d'échec, pourrait laisser la place à l'usage de la force.

UNE mission de chefs d'Etat d'Afrique de l'Ouest est arrivée hier en Gambie pour convaincre Yahya Jammeh de reconnaître définitivement sa défaite à l'élection présidentielle et céder le pouvoir, afin de sortir son pays d'une période lourde de périls.

Dans une apparente manifestation de la persistance de son autorité, la police a fermé les locaux de la Commission électorale indépendante avant l'arrivée de la délégation, a indiqué à l'AFP Aliou Momar Njie le président de cette commission, qui a déclaré l'opposant Adama Barrow vainqueur du scrutin présidentiel du 1er décembre.

La communauté internationale a insisté sur les enjeux de cette mission, qualifiée de "dernière chance" par la diplomatie sénégalaise, après la déclaration télévisée de

M. Jammeh le 9 décembre revenant sur la reconnaissance de sa défaite et réclamant un nouveau vote.

La délégation de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), conduite par le chef d'Etat libérien Ellen Johnson Sirleaf, présidente en exercice de la Cédéao, et comprenant ses homologues nigérian Muhammadu Buhari, ghanéen John Dramani Mahama et sierra-léonais Ernest Bai Koroma, est arrivée peu avant 12H00 GMT (13H00 au Gabon).

Ils ont été accueillis à l'aéroport par la vice-présidente Isatou Njie-Saidy. Le représentant spécial de l'Onu en Afrique de l'Ouest, Mohamed Ibn Chambas, devait également participer à la mission.

"J'espère que nous pourrons parler et que la volonté du peuple prévaudra", a déclaré Mme Sirleaf aux journalistes.

Selon un communiqué de la présidence nigérienne, M. Buhari et la délégation "vont discuter de l'impasse actuelle avec le président Jammeh" en lui demandant de "préserver l'inviolabilité d'un processus électoral qui s'est achevé et



Photo : AFP

La présidente libérienne Ellen Johnson Sirleaf, qui conduisait la délégation des chefs d'Etat de la Cédéao en Gambie, a dit son espoir de voir la volonté du peuple prévaloir.

dans lequel il avait reconnu sa défaite et félicité son principal adversaire".

Ils ont également prévu de rencontrer le président M. Barrow.

Le chef d'état-major, le général Ousman Badjie, dont M. Barrow avait affirmé la semaine dernière avoir reçu l'assurance de son appui en tant que président élu, est arrivé aux discussions en

portant sur son uniforme un badge du chef de l'Etat sortant, affirmant qu'il soutenait "le commandant en chef, le président Yahya Jammeh".

L'ambassadrice américaine à l'Onu, Samantha Power, a affirmé lundi qu'il s'agissait d'un "moment très dangereux" pour ce petit pays de moins de deux millions d'habitants, en raison notamment du soutien dont jouit

encore le président sortant dans l'armée.

En cas d'échec de la "diplomatie préventive" que représentait la mission d'hier, la Cédéao "envisagera des décisions plus draconiennes", a indiqué le président de la Commission de l'organisation régionale, Marcel Alain de Souza, à la radio française RFI, sans écarter l'option militaire.

Burundi/Crise

Le facilitateur tente une conciliation avec l'opposition

AFP
Nairobi/Kenya

Des avances rejetées par celle-ci qui accuse Benjamin Mkapa d'avoir pris "fait et cause" pour le gouvernement.

LE facilitateur dans la crise burundaise, l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa, a proposé à l'opposition une rencontre que celle-ci s'est empressée de refuser, l'accusant d'avoir pris "fait et cause" pour le gouvernement de Bujumbura, a-t-on appris hier auprès de l'opposition.

"Nous avons rencontré lundi à Bruxelles deux envoyés du facilitateur Benjamin Mkapa, qui étaient venus nous dire qu'il nous invitait à Arusha pour nous expliquer sa prise de position et ce qu'il projette de faire", a assuré à l'AFP Jean Minani, le président du Cnared, une plate-forme qui regroupe la quasi-totalité de l'opposition burundaise intérieure et en exil.

"Nous leur avons remis une lettre à donner en mains propres à Mkapa pour lui signifier que nous le récusons officiellement en tant que facilitateur", a-t-il ajouté, joint par téléphone en Belgique. "Il s'est démis de ses fonctions en prenant fait et

cause pour le gouvernement lors de son séjour à Bujumbura".

Au terme d'une visite de trois jours à Bujumbura, M. Mkapa avait jugé vendredi inutile de continuer à contester la "légitimité" de l'élection en 2015 du président burundais Pierre Nkurunziza pour un troisième mandat, et appelé les parties à se concentrer sur la bonne tenue des élections de 2020.

Ces déclarations avaient ravi le gouvernement burundais mais heurté le Cnared, qui estime que la Constitution burundaise ne permettait pas à M. Nkurunziza de briguer un troisième mandat. "C'est inutile de le rencontrer

car il a déjà donné raison à un pouvoir illégal qui a violé la Constitution et plongé le pays dans une grave crise", a insisté M. Minani.

M. Mkapa avait également dit vendredi ne pas vouloir rencontrer l'opposition armée, des propos qui semblaient viser le Cnared, accusé par Bujumbura d'être derrière les violences armées au Burundi. "La stratégie du facilitateur est déroutante si on s'en tient à ses déclarations fracassantes", a jugé un diplomate en poste au Burundi. "Un coup, il soutient sans aucune ambiguïté le pouvoir, un autre coup, il veut rencontrer l'opposition comme si de rien n'était. C'est difficile de

voir où il veut en venir".

Alors que le dialogue interburundais est toujours au point mort, Bujumbura refusant de négocier avec le Cnared malgré les pressions et les sanctions de la communauté internationale, M. Mkapa avait dit vendredi voir une "ouverture", sans donner plus de détails.

Le Burundi est plongé dans une grave crise depuis la candidature en avril 2015 de Pierre Nkurunziza à un troisième mandat controversé et son élection en juillet de la même année. Les violences ont fait plus de 500 morts et poussé plus de 300 000 personnes à quitter le pays.

Burkina Faso/A l'occasion du 18e anniversaire de la mort du journaliste Norbert Zongo

Des manifestants réclament "justice"

AFP
Ouagadougou/Burkina Faso

PLUSIEURS centaines de personnes ont manifesté hier à Ouagadougou pour réclamer "justice" dans l'affaire du meurtre du journaliste d'investigation Norbert Zongo en 1998 sous le régime du président déchu Blaise Compaoré, a constaté un journaliste de l'AFP.

Les manifestants qui brandissaient des banderoles ou des pancartes où l'on pouvait notamment lire "vérité et justice

pour Norbert Zongo !" ou "A bas les assassins et les commanditaires" ont effectué une longue marche à travers les artères de Ouagadougou pour exiger que la "lumière" soit faite sur l'assassinat du journaliste burkinabé.

Journaliste d'investigation et directeur de publication de l'hebdomadaire L'indépendant, Norbert Zongo et trois de ses compagnons ont été retrouvés morts carbonisés dans son véhicule le 13 décembre 1998 à 100 km près de Sapouy, dans le sud du Burkina.

Une commission d'enquête indépendante (CEI) instaurée sous la pression populaire a

conclu quelques mois plus tard que le journaliste a été tué "dans le cadre de l'exercice de ses fonctions".

Auteur de plusieurs enquêtes retentissantes mettant à nu le mal gouvernement sous le régime du président Compaoré, M. Zongo enquêtait au moment de son assassinat sur la mort de David Ouédraogo, chauffeur de François Compaoré, frère cadet et conseiller économique du président Compaoré surnommé le "petit président".

A l'origine de la manifestation d'hier, le "Collectif des organisations de masse et des partis politiques contre l'impunité" a dénoncé le "silence radio" des

autorités gouvernementales. "Le Collectif se donnera les moyens pour mener des actions fortes pour exiger l'inscription sérieuse du dossier Norbert Zongo et compagnons (...) ainsi que de l'ensemble des dossiers de crimes jusqu'ici impunis", a déclaré son président Chrysogone Zougmore, qui est également président du Mouvement burkinabé des droits de l'Homme et des peuples (MBDHP), lors d'un meeting sur la Place de la nation.

Sous Compaoré, le dossier Zongo s'était enlisé au niveau judiciaire, la justice ayant déclaré en 2003 un "non-lieu" en faveur du seul inculpé.

La justice a rouvert le dossier à la chute de M. Compaoré fin octobre 2014, chassé par la rue après 27 ans au pouvoir. Le 15 décembre 2015, trois ex-soldats du Régiment de sécurité présidentielle (RSP), l'ancienne garde prétorienne de M. Compaoré - dissoute après sa tentative de coup d'Etat mi-septembre 2015 - ont été inculpés par la justice. Ils font tous partie de "six suspects sérieux" - tous des soldats de l'ex-RSP - identifiés comme étant les présumés personnes impliquées dans l'assassinat du journaliste. Une instruction est en cours et la date de leur procès n'a toujours pas été fixée.

L'Afrique en bref

• Cameroun/Troubles. Les dénonciations des journalistes anglophones

Des journalistes anglophones ont dénoncé "l'anéantissement" de leur langue, lundi au Cameroun, pays secoué depuis un mois par la colère de cette minorité linguistique contre l'hégémonie du français, avec des morts et 58 arrestations au cours d'une manifestation jeudi dernier. Le français et l'anglais sont les deux langues officielles au Cameroun, d'après la Constitution.

• Egypte/Attentat. Les quatre suspects devant le parquet

Les quatre suspects de l'attentat contre une église copte du Caire qui a fait 25 morts dimanche, ont été déférés au parquet de sûreté de l'Etat qui devrait décider de leur régime de garde-à-vue. Le président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi lui-même avait annoncé lundi, lors des funérailles des victimes, l'arrestation de trois hommes et une femme, dans le cadre de l'enquête sur l'attentat.

• Maroc/Migrations. Régularisations de masse de sans-papiers

Le Maroc a lancé une seconde phase de régularisation des migrants en situation irrégulière dans le pays. Environ 25 000 personnes, pour la plupart originaires d'Afrique subsaharienne et de Syrie, avaient bénéficié de la première phase, selon les termes d'une nouvelle politique migratoire voulue par le souverain en 2013 pour faire face aux flots de migrants clandestins tentant le passage vers l'Europe.

• RD Congo/Justice. CPI : Bemba risque huit ans de prison



Photo : AFP

Le procureur a requis huit ans de prison à l'encontre de l'ancien vice-président congolais Jean-Pierre Bemba, reconnu coupable par la Cour pénale internationale (CPI) de subornation de témoins afin d'obtenir son acquittement dans son procès pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

• Tchad/Violences. Onze morts dans l'est

Onze personnes sont mortes samedi dans l'est du Tchad dans des affrontements entre éleveurs et agriculteurs, ont rapporté lundi à l'AFP des habitants et des témoins. Ces violences ont éclaté lorsque des chameaux ont envahi le champ d'un agriculteur non loin de la ville d'Abéché (est).